



Editorial

Comment enseigner l'école de la République ?

Le 31 janvier 2015

PAR PHILIPPE BONOT, PRÉSIDENT DE L'APEG, POUR LE CA

Le mois de janvier 2015 a commencé dans l'horreur. L'attentat du 7 janvier à la rédaction de Charlie Hebdo, l'assassinat de Montrouge, les prises d'otages du 9 janvier ont glacé la France. Nous nous sentons solidaires des familles et des proches de toutes les victimes. En tant qu'enseignants, nous devons montrer notre attachement aux valeurs fondamentales de notre république. Après le temps des pleurs et du deuil, vient le temps de la réflexion. Notre ministre Najat Vallaud-Belkacem a rencontré les anciens ministres de l'éducation nationale, les syndicats d'enseignants, les recteurs et les fédérations des parents d'élèves. Elle a fixé ses priorités autour de trois axes : le maintien de l'enseignement du fait religieux à l'École avec un effort de formation des enseignants, la réduction des inégalités «pour renforcer le sentiment d'appartenance à la République», et l'ouverture de l'École aux associations partenaires et aux parents

pour aider à transmettre les valeurs républicaines. La réponse nationale doit effectivement être à la hauteur des événements et des remises en cause qu'ils impliquent puisque ces terroristes sont issus de l'École de la République !

Une première question se pose : quelles sont les raisons de la perte de nos valeurs ? 1. Les conditions de la mise en place du projet émancipateur républicain, basé sur la laïcité, ont radicalement changé. Les espaces défavorisés sont habités majoritairement par des publics descendants de migrants musulmans. Les enquêtes PISA y pointent des **inégalités**

scolaires et sociales, liées à des discriminations face au savoir et à la culture. En soulignant les différences, l'appel à la laïcité est perçu comme une agression des minorités. Il engendre des rejets de l'institution. Au nom d'une soi-disant « neutralité universelle », il entraîne de lourds sentiments d'injustice chez les élèves et leur famille. Le projet républicain socialisateur et émancipateur est profondément en crise¹.

2. La situation sociale produit une **identification de l'individu centrée sur l'ethnisation.** Elle est renforcée par ce que Georges Felouzis² identifie comme «l'apartheid scolaire» c'est à dire

« le projet républicain socialisateur et émancipateur est profondément en crise »

1. Voir l'analyse de Béatrice Mabilon-Bonfils, sociologue Université de Cergy-Pontoise, et Geneviève Zoïa, anthropologue Université de Montpellier in *La laïcité au risque de l'Autre*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. « L'urgence de comprendre », oct. 2014
2. Georges Felouzis, *Les inégalités scolaires*, PUF Que sais-je ?, 20 août 2014

l'éclatement du système éducatif sur une base de ségrégation ethnique. On sait bien que le taux d'immigrés dans un collège est utilisé comme indicateur résumé de sa valeur. 43% des élèves migrants et issus de l'immigration sont en dessous du niveau minimal de compétence selon les critères PISA. Pour lui, cela démontre d'abord que le système éducatif est incapable de garantir un niveau d'acquis minimal pour tous les élèves et ensuite qu'il fabrique de la ségrégation en fonction de l'origine ethnique des élèves bien plus qu'en fonction de leur origine sociale ou économique. Celle-ci est renforcée par stratégies d'évitement des élèves alimentant le rejet de l'autre. Ce mécanisme vicieux conforte l'impression d'exclusion et l'ethnisation.

Plusieurs collègues d'éco gestion nous ont témoigné du refus de certains lycéens de respecter la minute de silence nationale du jeudi 8 janvier et de leur désarroi dans cette situation de crise. Ne peut-on pas supposer que ces rejets reflètent cet apartheid ? Comment réa-

gir sans renforcer le sentiment d'exclusion de ces jeunes ?

Comment l'École peut-elle faire pour favoriser le vivre ensemble, transmettre les valeurs de la République ?

Des mesures de politique éducative doivent être absolument prises. Les vœux du Président de la République comme les priorités affirmées par

« comment l'École peut-elle faire pour favoriser le vivre ensemble, transmettre les valeurs de la République ? »

la Ministre vont dans ce sens : la priorité donnée à l'éducation, la refonte des ESPE, un plan numérique, un nouvel enseignement moral et civique (EMC) afin de transmettre les valeurs de la République, le renforcement du respect des enseignants, un plan de formation concernant la laïcité. Malgré tout, si on écoute Georges Félouzis, il faut prendre en compte le paradoxe français qui consiste à mettre en avant les discours sur les principes d'égalité à l'école, sur le « collège pour tous » et l'ascension

sociale par l'école, tout en proposant un système éducatif parmi les plus inégalitaires de l'OCDE. Le pire étant que ce paradoxe s'accroît depuis quelques années. Dans le cadre des Journées Pédagogiques de Clermont - Ferrand, tous nos intervenants sur les politiques éducatives ont été clairs : les réelles innovations dans le système

scolaire, celles qui permettent de former plus de bacheliers et d'éviter des redoublements, celles qui refusent l'élitisme et les ségrégations, sont discrètes. Le système n'est ni capable de les pérenniser ni même de les prendre en compte. La Ministre doit enfin s'appuyer sur les « bonnes » pratiques déjà existantes pour faire reculer l'ethnisation et ses dangers. De plus, tout changement de politique éducative nécessitera l'adhésion des professeurs. Une co construction d'un nouveau paradigme est

nécessaire puisque les enseignants interprètent toutes mesures provenant du ministère³. Les associations d'enseignants comme l'APEG, les mouvements pédagogiques, les syndicats ont un rôle essentiel à jouer. Les *Cahiers d'économie et gestion* comme nos journées pédagogiques annuelles le démontrent : nous représentons une force importante de réflexion et de propositions essentielles pour que les professeurs soient mieux armés pour faire reculer l'élitisme et la ségrégation, pour faire vivre la fraternité dans nos classes.

Même si l'École ne peut pas tout, elle est un des acteurs principaux de notre société. Les attentes sont fortes. Elles dépassent le cadre de notre métier. Nous enseignons à des élèves de toutes les origines, sociales, religieuses et ethniques. Vos remarques, vos ressentis, vos expériences dans ce domaine nous intéressent. N'hésitez pas, écrivez-nous. Nous relaierons vos propositions auprès du ministère auquel nous allons demander rapidement une audience. **P.B.**

3. D'après Claude Lessard et Anylène Carpentier in *Politiques éducatives*, la mise en œuvre, PUF janvier 2015